Document généré le 1 juin 2025 17:22

Relations

Xi Jinping, « noyau dur » du Parti

André Laliberté

Numéro 789, mars–avril 2017

URI : https://id.erudit.org/iderudit/84963ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)
1929-3097 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Laliberté, A. (2017). Xi Jinping, « noyau dur » du Parti. *Relations*, (789), 10–11.

Tous droits réservés © Relations, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

XI JINPING, « NOYAU DUR » DU PARTI

Le nouveau titre honorifique que vient de s'attribuer le président chinois est peut-être le signe d'une contestation de son autorité au sein des instances du Parti communiste.

André Laliberté

L'auteur est professeur en études politiques à la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa

Peinture murale à l'effigie de Xi Jinping. Photo : Thierry Ehrmann (Flickr)

Secrétaire général du Parti communiste de Chine (PCC), président de la République populaire et président de la Commission militaire centrale, Xi Jinping a émergé depuis 2012 comme le dirigeant le plus solidement établi en Chine depuis Deng Xiaoping, voire Mao Zedong. À ces titres qu'il cumule, il convient d'en ajouter un plus récent : celui de « noyau dur » (*jiben de gexin*) du PCC. Que signifie cette nouvelle désignation ? Faut-il y voir une concentration accrue de pouvoirs, au détriment des six autres membres du Comité permanent du Bureau politique du Parti, l'instance suprême ?

Mao n'a jamais utilisé ce titre pour lui-même, malgré le fait qu'il ait gouverné en maître absolu pendant plusieurs années. Il a été désigné comme tel de manière posthume par son successeur Deng Xiaoping, qui a utilisé le terme pour lui-même et pour son successeur désigné, Jiang Zemin, afin de souligner la continuité du régime lors des événements entourant le massacre de la Place Tian'anmen en 1989. Hu Jintao (2002-2012), le successeur de Jiang Zemin, n'a pas bénéficié de cette désignation. La décision de Xi Jiping peut donc donner l'impression qu'il ne croit plus aux vertus de la direction collégiale pratiquée par son prédécesseur immédiat.

Ce terme de « noyau dur » est cependant trompeur. Xi ne bénéficie pas de l'aura révolutionnaire de Mao et de Deng, et le PCC est aujourd'hui beaucoup plus institutionnalisé qu'il ne l'était à l'époque où ces deux personnalités historiques étaient aux commandes et pouvaient imposer leurs vues aux cadres et à la fonction publique. Plusieurs contraintes limitent le pouvoir de Xi. Depuis les années Jiang, les dirigeants à la retraite ont la capacité de mobiliser leurs alliés dans les instances du Parti – telles que le Comité central, qui compte 220 membres, et son organe supérieur, le Bureau politique, avec ses 25 membres – pour influencer le Comité permanent.

De plus, Xi appartient à la cohorte méprisée des « fils de princes » (*taizi*), les enfants de hauts dirigeants précédents. Il est, en effet, le fils de Xi Zhongxun, vice-président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire de 1988 à 1993. Les « fils de princes » suscitent bien des mécontentements au sein de la population. Ils sont perçus comme une élite déconnectée, bien que, jusqu'ici, Xi est plutôt perçu comme un dirigeant populiste et sensible aux préoccupations de la majorité – une perception positive alimentée par sa campagne contre la corruption toujours en cours. En 2016, Xi a, par exemple, ordonné l'arrestation de 122 officiels de haut rang, ce qui a permis à la Commission centrale de discipline et d'inspection de récupérer 2,3 milliards de yuans. Si cette campagne plaît à l'opinion publique, elle suscite cependant bien des craintes chez les cadres de haut rang.

Faut-il alors voir dans la désignation de « noyau dur » un signe que Xi veut consolider davantage son autorité, aux dépens des instances formelles du Parti ? Nous ne le saurons que lors du prochain

UN TROISIÈME

Festival Virage

Du 29 juin au 2 juillet prochain, la transition sera à l'honneur dans le village de Sainte-Rose-du Nord, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, à l'occasion de la 3e édition du festival Virage. Né en 2015 d'un urgent besoin d'agir positivement devant le néolibéralisme et les crises qu'il provoque, le festival se veut une sorte de laboratoire d'utopies concrètes. Des activités pour explorer et échanger des idées et des savoir-faire nouveaux sont au programme, ainsi que plusieurs performances artistiques allant du cirque à la musique. Renseignements : <festivalvirage.ca>.

congrès du PCC, l'automne prochain, lorsque la prochaine équipe dirigeante sera sélectionnée et qu'il sera possible de déceler les intentions de Xi pour 2020 : poursuivre un troisième mandat de secrétaire général, et ainsi rompre avec la tradition établie depuis Jiang, ou désigner son successeur ?

Malgré ses hommages au « grand timonier » (Mao) et la répression contre les juristes libéraux et les intellectuels critiques du régime, Xi n'a pas l'intention de revenir aux politiques économiques maoïstes : il est plutôt intéressé à gérer les affaires d'une Chine prospère, avec toutes les contradictions propres au capitalisme que cela comporte. La posture nationaliste adoptée en Asie de l'Est au sujet des relations avec le Japon et avec Taïwan, les revendications en Mer de Chine méridionale et l'intransigeance manifestée contre les souverainistes à Hong Kong vont de pair avec une politique étrangère qui s'appuie sur l'expansion commerciale. Sa participation au Sommet économique de Davos, une première pour un dirigeant chinois, en est la preuve.

Reste à voir dans quelle mesure Xi saura conserver son sang-froid dans les nombreuses crises qui se pointent à l'horizon en 2017. On l'a vu, les défis à l'externe sont nombreux. Mais plus encore, sur le plan intérieur, la Chine doit gérer les conséquences des politiques précédentes. La directive de l'enfant unique, par exemple, qui visait à mettre un terme à une croissance démographique « préjudiciable à la prospérité », selon ses promoteurs, a entraîné un vieillissement rapide de la population qui place toute une génération de retraités dans une situation de précarité extrême, en l'absence de régimes de retraite adéquats. Elle a aussi causé un énorme déséquilibre démographique entre les hommes et les femmes, en défaveur de celles-ci. Les sociologues chinois s'inquiètent ainsi du grand nombre de « branches sèches », ces hommes sans possibilité de fonder une famille et qui ont dans le passé été sources d'instabilité sociale.

De plus, la politique de réforme et d'ouverture, entérinée par tous les dirigeants depuis Deng Xiaoping, a causé une croissance des inégalités sociales et l'industrialisation accélérée du pays s'accompagne de conséquences désastreuses pour l'environnement. Les efforts du gouvernement central pour mettre un frein aux effets négatifs de la croissance économique suscitent des résistances non seulement du milieu des affaires mais aussi de l'appareil du Parti. Ainsi, les intérêts de l'industrie du charbon, une source importante de pollution de l'air dans la capitale et d'autres grands centres urbains, se sont longtemps opposés aux tentatives de l'autorité centrale de fermer les mines, au nom de la stabilité sociale qui serait compromise par la mise à pied de milliers de travailleurs.

Bref, Xi devra imposer à des cadres récalcitrants et aux milieux d'affaires les mesures nécessaires pour aider à résoudre les problèmes sociaux, économiques et ultimement politiques liés au vieillissement de la population et à la dégradation inquiétante de l'environnement.

Sortir de la peur pour construire le Québec de demain

*Extraits de la déclaration du Centre justice et foi au lendemain de l'attentat de Québec**

Après le terrible attentat ayant fait six morts à Québec le 29 janvier dernier, Mohammed Yangui – le président du Centre culturel islamique de Québec – avait comme principale et légitime revendication que soit assurée la protection de sa communauté. Un appel partagé par plusieurs de nos concitoyens et concitoyennes de confession musulmane, et qui dépasse largement l'acte haineux dont certains viennent d'être victimes.

Cette peur ressentie n'est pas nouvelle, même si la tuerie de Québec nous a fait basculer au-delà d'une limite que nous aurions souhaitée infranchissable au Québec. [...] Marginalisation, climat de suspicion, agressions verbales et physiques, discriminations de toutes sortes ont même forcé certaines et certains à cacher leur appartenance musulmane pour éviter la stigmatisation.

[...] La répétition *ad nauseam* des termes « terrorisme » et « radicalisme » n'aide pas non plus à saisir correctement la portée de ce que nous vivons. Nous ignorons ainsi d'autres éléments de compréhension qui permettraient aux décideurs politiques et à l'ensemble de notre société de mieux identifier certains enjeux sous-jacents à ce drame. Pourtant, seule une telle profondeur d'analyse nous rendra capable de réagir adéquatement sur le plan collectif.

Par exemple, qu'attend-on pour sévir contre les « radio-poubelles », particulièrement nombreuses dans la région de Québec, qui contribuent clairement à la construction de la haine de l'autre – qu'il s'agisse des immigrants ou des femmes ? [...] Ce contexte vicié constitue pourtant un terreau fertile à l'organisation ou à la résurgence de tendances d'extrême droite que nous feignons d'ignorer. De même, le discours ayant pour finalité d'essentialiser les personnes dites musulmanes à partir de stéréotypes gommant la complexité des identités personnelles et collectives sont trop souvent acceptés. Le refus de reconnaître en cela l'expression d'une islamophobie réelle, vécue au quotidien par certains de nos concitoyens et de nos concitoyennes, limite notre juste compréhension des mécanismes d'une exclusion sociale pourtant bien documentée par des méthodes d'enquête et de recherche scientifiques et rigoureuses.

Les angoisses persistantes d'une partie de la population quant à la disparition d'une société qui aurait été, jadis, plus homogène, doivent aussi être entendues. Ce sentiment de perte d'héritage, d'effilochement des liens sociaux et de déclassement socioéconomique pose un réel défi à nos démocraties depuis trop longtemps minées par le néolibéralisme.

[...] L'attentat de Québec servira-t-il d'électrochoc afin que soit menée une réflexion en profondeur sur les conditions d'une véritable sécurité pour toutes et tous, et que des actions conséquentes soient prises ? Il faut à tout prix qu'il en soit ainsi.

* La version intégrale de cette déclaration est disponible en ligne au <cjf.qc.ca>.